
[Communiqué de la Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des sociétés transnationales et mettre fin à l'impunité](#)

Tentative de sabotage à New York : l'Union européenne veut priver de financement le Groupe de travail inter-gouvernemental onusien chargé d'élaborer un traité contraignant sur les STN

Mardi 19 décembre 2017

Selon nos informations, la délégation de l'Union européenne tente au sein de la 5ème Commission de l'Assemblée générale de l'ONU, chargée des questions budgétaires, de supprimer le financement du Groupe de travail inter-gouvernemental du Conseil des droits de l'homme chargé de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales (STN).

Pour rappel, créé en vertu de la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (adoptée en juin 2014), le Groupe de travail inter-gouvernemental en question ne vise qu'à créer un mécanisme au niveau international, pour permettre aux victimes et communautés affectées un accès à la justice face aux violations des droits humains commises par des STN.

L'Union européenne, fer de lance du lobby du grand capital et des STN au sein dudit Groupe de travail, tente depuis trois ans de faire dérailler le processus onusien par tous les moyens, faisant fi des codes diplomatiques. Sans succès jusqu'ici étant donné que ce Groupe de travail, conformément à son mandat, a tenu sa 3ème session en octobre dernier et qu'il est prévu que son président présente un projet de traité en bonne et due forme en 2018.

La dernière tentative de l'Union européenne au sein de la 5ème Commission de l'Assemblée générale de l'ONU à New York s'inscrit dans leur stratégie sur le long-terme pour empêcher tout débat sur les comportements, parfois même criminels, des STN. Par cette stratégie, l'Union européenne démontre encore une fois qu'elle subordonne les droits humains aux intérêts des STN.

La Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des sociétés transnationales et mettre fin à l'impunité condamne la tentative de l'Union européenne de priver de ressources financières le Groupe de travail inter-gouvernemental.

Au vue de ce qui précède, elle appelle :

- 1) les élu-e-s et les organisations de la société civile des pays européens et autres régions à se mobiliser pour dénoncer cette tentative ;
- 2) l'Union européenne à renoncer à cette tentative de sabotage des travaux pour l'élaboration du traité juridiquement contraignant sur les STN, et à y participer de manière constructive comme le lui a demandé à plusieurs reprises le Parlement européen ;

3) les États membres de l'ONU à refuser fermement la tentative de suppression du financement du Groupe de travail inter-gouvernemental. Au contraire, la 5ème Commission devrait prévoir l'augmentation du budget du groupe de travail en raison de l'importance croissante du processus et du nombre d'États et d'organisations de la société civile impliqués année après année. Il incombe aux États et aux organismes régionaux de réaffirmer leur soutien continu au mandat et à la continuité du processus, en appuyant et en votant pour les ressources et les budgets nécessaires.

Plus d'information: <https://www.stopcorporateimpunity.org/>

#BindingTreaty

Proposition de Traité Contraignant présentée par la Campagne Globale au OEIGWG en octobre 2017

Contact: contact@cetim.ch